

Poursuivons l'ancrage du Front de Gauche autonome au service des luttes des travailleurs et du peuple!

Déclaration commune Coordination Communiste Nord Pas de Calais - Cercle Henri Barbusse - Cercle Communiste de Région Parisienne - Cercle Communiste d'Alsace

Le gouvernement Hollande-Ayrault se met en place, avec ses premières mesures symboliques (baisse des rémunérations du président et des ministres) et ses premières annonces (hausse de 25% de l'allocation de rentrée scolaire, retour à la retraite à 60 ans – mais uniquement pour ceux ayant commencé à travailler tôt) qui visent à marquer une différence avec le gouvernement déchu de Sarkozy.

Les attentes sont fortes, sur bien des fronts : dans les entreprises sous le coup de plans de licenciements, chez tous les salariés qui aspirent à une hausse des rémunérations, chez tous ceux, combattants de 2010, qui souhaitent un retour aux 60 ans comme âge légal de départ à la retraite, chez les sans-papiers, lutteurs infatigables pour les droits démocratiques souvent pourchassés, dans la santé ou l'Education nationale, épuisés par le dogme du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite...

Les attentes sont fortes mais **les 4 millions d'électeurs du Front de gauche doivent maintenir une vigilance consciente face au gouvernement social-démocrate, une volonté forte de combattre pour imposer les revendications populaires.** C'est l'atout décisif pour la suite ! C'est ce qu'il faut consolider dans l'immédiat lors de ces élections législatives, en réussissant à **prolonger le vote Mélenchon en un vote pour les candidats de ce camp anti-libéral de gauche qui se construit et s'exprime dans et par le Front de gauche** : il faut donner le maximum de voix à cette gauche « autonome et conquérante » (dixit Jean-Luc Mélenchon) et continuer ainsi à briser le pseudo-monopole que le PS social-libéral exerçait depuis 10 ans sur la gauche. Cela signifie aussi obtenir un maximum de députés Front de Gauche à l'Assemblée Nationale !

Parmi ceux-ci, il y aura Jean-Luc Mélenchon, qui a eu le courage de se lancer dans la bataille à Hénin-Beaumont, où se présente Marine Le Pen. Épaulé par Hervé Poly, son suppléant, premier secrétaire de la Fédération du PCF du Pas-de-Calais, il rend possible le gain d'une nouvelle circonscription pour le Front de gauche et démontre qu'une gauche « sans complexe et sans casserole », qui affirme nettement et fortement que « l'adversaire n'est pas l'immigré mais le banquier » peut bloquer la progression du Front national.

La vigilance et la détermination à combattre des travailleurs, qui politique-ment peut et doit s'exprimer dans le Front de Gauche, est d'autant plus nécessaire que le **gouvernement Hollande-Ayrault a commencé à capituler face au pouvoir du capital**, comme l'a montré sa première visite en Allemagne chez la patronne du club Europe, la chancelière Merkel. Alors qu'il parlait dans sa campagne de « renégocier » le 'pacte budgétaire européen', c'est-à-dire le fameux Traité de Stabilité, de Coordination et de Gouvernance (TSCG) signé entre Merkel et Sarkozy, il est seulement question aujourd'hui de le « compléter » par un « volet croissance ».

Or ce Traité (pas encore ratifié par la France, d'où notre **exigence d'un référendum sur le sujet**), prévoit que les États s'engagent à ce que leur déficit « structurel » n'excède pas à moyen terme 0,5% de leur PIB : c'est la « règle d'or » de l'austérité perpétuelle, que les États doivent élever au rang de règle ayant valeur constitutionnelle ! Les États devraient même s'engager à prendre, sous peine de sanction financière, des mesures « correctives » en cas de dépassement. Le budget ne pourrait être adopté qu'avec le feu vert de la Commission Européenne. Il ne resterait que peau de chagrin de la souveraineté nationale et donc de la démocratie. **La stabilité du sacro-saint Euro est à ce prix !**

Ce « volet croissance » est un leurre, car derrière ce terme se camouflent les positions libérales des partisans de la « croissance par la flexibilité » au détriment de la « croissance par la relance ». Or, Hollande ne tranche pas publiquement et **promet, de fait, une politique de flexibilité puisqu'il accepte le principe qu'il faut « payer la dette »** et que « tout le monde doit faire un effort ».

Dès son discours de Tulle le 6 mai, Hollande a bien prévenu que « tout ne sera pas possible » et il a cité la réduction du déficit public comme l'une de ses priorités. Le journal patronal *La tribune* du 21 mai résume ainsi la situation : « *Hollande s'est engagé à respecter la parole donnée par la France de*

ramener le déficit à 3 % du PIB l'an prochain. Le vrai rendez-vous avec les marchés financiers sera donc celui de la présentation du projet de budget pour 2013, en septembre. (...) L'année 2013 concentre, sans doute de façon excessivement rigoureuse, l'essentiel de l'effort structurel de réduction des déficits des cinq années qui viennent (- 1,4 point sur une seule année, puis 3 points répartis sur quatre ans). Toutes choses égales par ailleurs, cela ressemble un peu à l'effort qu'avait dû consentir la France en 1997, l'année de la qualification pour l'euro, lorsque Lionel Jospin avait dû tenir les engagements pris un an plus tôt par une majorité de droite. (...) La stratégie macroéconomique de la gauche au pouvoir repose sur l'espoir, celui d'une initiative de croissance européenne qui équilibrera la nécessaire austérité budgétaire. François Hollande a d'ailleurs prévenu : qu'on ne compte pas sur lui pour une relance budgétaire à la mai 1981. Le tournant de la rigueur, c'est maintenant qu'il faut le faire, pour retrouver des marges de manœuvre. La redistribution des éventuels fruits de la croissance, ce sera pour plus tard, si le pari réussit. »

Voilà pourquoi il nous faut des députés du Front de Gauche **capables de refuser, dès cet automne, la rigueur budgétaire !** Voilà pourquoi aucune personnalité issue des organisations du Front de gauche ne peut siéger dans un futur gouvernement Hollande remanié après les élections législatives. L'autonomie d'action du Front de Gauche est essentielle à préserver.

Il est regrettable que cette affirmation de **non-participation future dans un gouvernement de compromis social avec le capital** n'ait pas été affirmé d'emblée – avant même les législatives – par toutes les forces du Front de gauche. En la matière, la clarté du positionnement politique face à la social-démocratie libérale ne peut que renforcer le Front de Gauche, et le positionner comme un acteur incontournable des luttes de résistances et de conquête en cours ou à venir.

Car le combat des urnes doit se **doubler par le combat des usines et des rues, enracinant un véritable front populaire de gauche** contre l'austérité imposée par l'Euro et l'UE. C'est tout de suite qu'il nous faut imposer nos revendications souvent étouffées par l'Etat UMP dans la période précédente !

- l'interdiction des licenciements et la nationalisation sous contrôle des travailleurs des entreprises qui ferment ou délocalisent !
- la hausse des salaires, notamment des plus bas, et la baisse des prix du gaz, de l'électricité, et de l'essence ;
- la juste rémunération des produits des paysans, des éleveurs, des pêcheurs ;
- l'arrêt des expulsions et la réquisition des logements vides ; un plan de construction de logements sociaux et un encadrement des loyers ;
- le retour à l'âge légal de la retraite à 60 ans, avec une baisse du nombre d'années de cotisations exigées pour une retraite à taux plein, et la possibilité de départs anticipés pour les travaux pénibles ;
- le non-paiement de la dette publique illégitime, gonflée artificiellement par les taux usuraires pratiqués par les capitalistes actionnaires des banques ;
- Mais aussi la lutte contre les discriminations qui divisent notre peuple et détournent les exploités des véritables ennemis de classe que sont les patrons et les banquiers ; contre la chasse aux Sans Papiers et pour leur régularisation ; contre les propagandes racistes et islamophobes du fascisme FN.
- le combat anti-impérialiste et anti-guerre, qui a bien manqué pendant que la Françafrique et l'OTAN pilonnaient la Côte d'Ivoire et la Libye ; combat contre les préparatifs de guerre en Syrie, actuellement déstabilisée par l'ingérence islamo-occidentale ; combat à mener contre le « bouclier antimissile » de l'OTAN, dispositif pour lequel Hollande, avant d'être élu, avait exprimé des « réserves ».... aujourd'hui officiellement « levées ».

Contre le FN et la droite, contre le capital, ne laissons pas les mains libres au PS et à l'Eurocratie impérialiste ! Par les urnes, par la rue, par la grève, dans l'unité et la ténacité, il nous faut construire la seule alternative contre l'offensive brutale du capital financier : un véritable Front Populaire de Gauche !

ICI, ON EST
TOUS NOIRS!



Coordination Communiste 59-62
Pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire
BP51, 59007 Lille Cedex—coordcommuniste@numericable.fr
www.rassemblementcommuniste.org

Législatives 2012